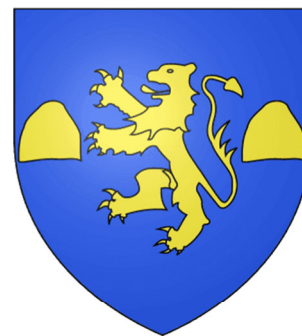




**Direction Générale adjointe Mobilité et Logistique
Direction des Territoires**

Unité Territoriale : Unité Territoriale d'Alès

Service Territorial : Territoire Piémont

Numéro de l'acte : ARRÊTÉ CONJOINT

Arrêté temporaire de circulation Portant sur des mesures de circulation au droit de chantier courant

Sur la **D282**

Du PR0+356 (43.8935340154, 3.9983995207) au PR0+567 (43.8939411299, 3.9958546408)

Sur le territoire de la commune de **LIouc**,

Hors agglomération

Du lundi 24 août 2026 au mercredi 30 septembre 2026

La Présidente du Conseil départemental du Gard

Concernant l'arrêté AL-2026-302-ACC

M. le maire de la commune de Commune de Liouc

Concernant l'arrêté n° ARR_2026_22

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'arrêté permanent de police de circulation départemental n° DTER-2025-1-AP en date du 27 janvier 2025 réglementant la circulation au droit des chantiers courants sur le domaine public routier départemental hors agglomération,

Vu l'arrêté de la Présidente du Département du Gard en vigueur portant délégation de signature,

Vu l'arrêté n°AL-2026-166-PV en date du 27-07-2026,

Vu la demande de la société SOCIETE BRESSANE DE TRAVAUX PUBLICS reçue le 21/07/2026 en vue de réaliser le renouvellement d'un réseaux ENEDIS ,

Considérant qu'en vue de réaliser le renouvellement d'un réseaux ENEDIS sur la route départementale D282, il y a lieu de réglementer la circulation,

Arrêtent

Article 1 : Rappel du cadre de l'arrêté permanent départemental pour les chantiers courants

L'arrêté permanent départemental susvisé a pour objet de réglementer la circulation au droit des chantiers courants réalisés ou contrôlés par des services publics et d'intérêt général des concessionnaires de réseaux, sous réserve que les travaux soient effectués sur les routes départementales hors agglomération.

Ainsi, les chantiers courants sur le domaine public routier départemental hors agglomération ne nécessitent pas (du fait de leur caractère simple, constant et répétitif) d'étude d'exploitation sous chantier et de mise en œuvre de mesures complexes de police de la circulation afin d'assurer la sécurité des usagers et des intervenants.

Article 2 : Réglementation

L'ouverture du chantier décrit dans la demande susvisée est **ACCORDEE**. Le chantier peut être réalisé **entre le lundi 24 août 2026 et le mercredi 30 septembre 2026** sous réserves et conditions particulières ci-dessous :

- Une signalisation temporaire sera mise en place suivant le schéma n° **CF 24** (alternat par feux tricolores de chantier) du guide technique du SETRA concernant les routes bidirectionnelles, annexé au présent arrêté. La longueur de l'alternat ne pourra être supérieure à 500 mètres.

Le chantier devra impérativement débiter et se terminer entre 07h00 et 18h30.

Le soir, le week-end et les jours fériés ou hors chantier éventuels, les travaux seront interrompus et les voies seront rendues à la circulation.

L'attention du demandeur est attirée sur le fait que la signalisation temporaire qu'il met en place ne doit pas constituer des obstacles dangereux pour l'usager (lestages avec des pierres, des blocs béton, supports et profilés non normalisés pour la signalisation, etc...).

L'attention du pétitionnaire est également attirée sur les prescriptions des articles 8 à 10 de l'arrêté permanent susvisé disponible sur le site www.gard.fr rubrique Mes démarches>Pour les routes et la mobilité>Demander une autorisation pour intervenir sur le domaine public routier départemental>Pour réglementer la circulation: l'arrêté de police de circulation.

Coordonnées de la personne de l'entreprise SOCIETE BRESSANE DE TRAVAUX PUBLICS responsable du chantier :

- Téléphone joignable 24h/24 : **0676107457**

La personne responsable du chantier devra également indiquer la date effective de début des travaux par mail à ut-ales.adpr@gard.fr.

Article 3 : Publication

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et pourra être fourni par le responsable du chantier à toute demande des forces de l'ordre.

Article 4 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 5 : Application de l'arrêté

M. le Directeur Général des Services du Département,

M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Gard,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SOCIETE BRESSANE DE TRAVAUX PUBLICS.

Fait à Liouc, le **18 AOUT 2026**
Maire de LIOUC

M. Serge BUCHOU



Fait à Quissac, le 18/08/2026
Le Responsable du Pôle Entretien Routier de Quissac
par ordre et par Intérim,
Le chef de Service Territorial Vallée des Gardons

Jonathan VAN OVERSTRAETEN

Diffusions :

SOCIETE BRESSANE DE TRAVAUX PUBLICS,
La commune de LIOUC,
ENEDIS
PER Quissac, PER Quissac, TER Piémont,

Liste des pièces jointes :

- Localisation
- CF24 - Alternat par signaux tricolores.pdf

ANNEXE - LOCALISATION



DÉTAILS DE L'ITINÉRAIRE